

Seul le prononcé fait foi

Question d'actualité au gouvernement

Le 26 septembre 2017

Feuille de route franco-comorienne facilitant les visas vers Mayotte:

Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Président, mes chers collègues,

Au moment même où nous débattons de la sortie de l'état d'urgence, la paix civile est menacée à Mayotte. Au nom de l'ensemble de la population de Mayotte qui a sillonné, en masse, les rues de Mamoudzou hier, je viens vous demander le retrait de la feuille de route, signée par votre gouvernement et le gouvernement comorien, le 12 septembre dernier, feuille de route que vous vous êtes abstenu de rendre publique.

Mes chers collègues, en interpellant le gouvernement sur cette question, c'est aussi l'ensemble de la représentation nationale que je prends à témoin :

- Mayotte c'est 374 km² peuplés de 250 000 habitants dont 52% sont de nationalité étrangère, ces 52% étant pour la plupart des clandestins ;
- Aujourd'hui il y a plus d'enfants de parents étrangers scolarisés à Mayotte qu'il n'y a d'enfants français dans nos écoles ;
- Aujourd'hui ils naissent chaque jour plus de 30 enfants dont 75% de mères étrangères, soit une salle de classe par jour. A ce rythme, dans 5 ans, 95% de nos effectifs scolaires seront nés de mères étrangères, alors qu'il manque, déjà, 600 salles de classe.

Mes chers collègues, qui parmi nous supporterait cette situation ?

Alors que nos compatriotes du 101^{ème} département ne supportent plus cette pression migratoire incontrôlée, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que de signer, avec le gouvernement comorien, une feuille de route qui modifie, entre autre, les conditions de délivrance du visa d'entrée à Mayotte, et cela en écartant les élus de toute discussion. Elle prévoit selon les récentes révélations de la presse:

- La gratuité des visas pour les étrangers en provenance des Comores ;
- La délivrance de visas quasi permanents à différentes catégories d'individus qui peuvent représenter des dizaines de milliers de personnes ;
- Le retour aux Comores des embarcations utilisées par les passeurs de clandestins.

Monsieur le Premier Ministre, Mayotte est la région la plus pauvre de France. Or on ne partage pas la misère. On partage la richesse. A Mayotte c'est la misère, il n'y a donc rien à partager.

Nos concitoyens de Mayotte considèrent qu'il y a 3 préalables à toute politique d'assouplissement de la délivrance des visas : l'arrêt de l'immigration massive, la participation de Mayotte à la Commission de l'Océan Indien et la refonte et l'amplification de notre aide publique au développement dont la triste situation des Comores marque l'échec patent.

C'est pourquoi nous exigeons le retrait de cette feuille de route clandestine, à défaut, la reprise des discussions de manière équilibrée, c'est-à-dire avec l'ensemble des parties prenantes dont les élus mahorais.

La colère gronde à Mayotte et les français de Mayotte sont nombreux à être attentifs à nos débats. Ils ont les yeux rivés sur votre réponse.